



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Ces-economistes-qui-monopolisent-toujours-les-debats>

Ces économistes qui monopolisent (toujours) les débats

- L'information - Économie - Exercices de pédagogie économique -

L'INFORMATION -

Date de mise en ligne : mardi 9 octobre 2012

Description :

Omniprésents et omniscients.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Malgré les crises économiques, les mêmes économistes squattent toujours les médias. Et leurs erreurs accumulées n'y ont rien changé. Quelques petits comptages s'imposent...

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le n°5 de *Médiacritique(s)* dont la présentation est disponible [ici](#). Et pour le commander c'est [là](#).

Ainsi que nous l'avions déjà développé [ici-même](#), depuis de nombreuses années, les sujets « économiques » inondent les médias. Régulièrement confrontés à la complexité de ces thèmes, les journalistes préfèrent déléguer leurs traitements à des experts (toujours les mêmes), universitaires pour la plupart - mais pas toujours les plus compétents -, dont les engagements extra-scientifiques sont méconnus ou dissimulés. Pour les journalistes, l'expert appelé à la rescousse doit répondre à plusieurs critères : efficacité (il doit être bref et concis), disponibilité (il doit habiter en Île-de-France) et orthodoxie (il doit être partisan de l'économie de marché). Les trois critères sont essentiels... et presque toujours vérifiés. Le talent ne semble pas toujours nécessaire pour devenir un « bon client ».

Acrimed, et avec elle *Le Plan B* et quelques autres critiquent depuis longtemps la proximité de certains économistes avec le pouvoir financier, leurs relations incestueuses avec le pouvoir politique, et leur omniprésence médiatique. Mais vint la crise. Ou plutôt les crises : celle des *subprimes* aux États-Unis, et celle de « la zone euro », que ces experts n'avaient pas su anticiper. Cette fois, un film (*Les Nouveaux Chiens de garde*), un mensuel (*Le Monde diplomatique*), des économistes (atterrés) et même - dans une moindre mesure - des médias plus *main stream* (*Alternatives économiques* ou *Mediapart*), ont prolongé les investigations, focalisant surtout leur critique sur l'appartenance de ces quelques économistes au monde de la finance. « Comment peut-on être objectif en étant juge et partie ? » Les critiques semblant fuser de toutes parts, on pouvait penser que la cause était entendue, et qu'on allait enfin en être rapidement débarrassé.

Las ! Malgré ces nombreux travaux, ces mises en garde répétées, ces évidences enfin révélées, rien ne semble avoir entamé leur aura dans les médias dominants : à la radio, comme à la télévision, les économistes qui trempent leurs mains dans le cambouis de la finance ne sont jamais présentés comme tels et sont toujours partout.

À la télévision

Durant l'année 2011, les experts orthodoxes - qui n'avaient pas vu arriver la moindre crise, répétons-le ! - ont occupé la plupart des écrans de télévision. Jacques Attali a fait 14 passages [1] sur France Télévisions, Alain Minc 8 passages, autant pour Michel Godet, Christian de Boissieu 3, Daniel Cohen 18, et Élie Cohen... 43 passages. Jacques Sapir, un hétérodoxe qui assume une position protectionniste voire souverainiste de gauche, ne compte que 3 passages sur France Télévisions. Frédéric Lordon, lui, n'a fait qu'une apparition sur les chaînes du service public.

De manière plus précise, l'émission « C dans l'air » diffusée chaque après-midi sur France 5 et animée la plupart du temps par l'infatigable Yves Calvi (qui par ailleurs pérore sur France 2 et sur RTL), apparaît comme un bon exemple d'orthodoxie pédagogique. Tous les jours, trois ou quatre experts débattent autour d'un thème d'actualité. Comme l'émission est quotidienne, la rédaction de « C dans l'air » doit trouver des spécialistes rapidement disponibles et acclimatés aux codes de la télévision (concision du discours, clarté du propos, complaisance à l'égard du média hôte...). Des fast-thinkers en somme...

Ainsi, au fil des ans, Calvi et son équipe se sont dotés d'un panel d'experts en tout et en rien. Le Proche-Orient est-il à l'ordre du jour ? C'est Pascal Boniface qui s'y colle. Ce dernier est-il absent ? On convoque Antoine Sfeir. S'agit-il de comprendre les fluctuations de l'opinion sondée ? Dominique Reynié arrive à la rescousse. La politique

politicienne est-elle au menu ? Christophe Barbier (sans écharpe rouge) et Roland Cayrol s'ébattent devant le micro. Et lorsqu'il est question d'économie ? Idem, ils sont une poignée à venir plastronner.

Sur la période allant de septembre 2011 à septembre 2012, crise oblige, plusieurs dizaines d'émissions ont été consacrées à l'économie. Outre des journalistes, chefs d'entreprises ou syndicalistes, 103 invitations ont été attribuées à des « économistes ». On entend ici par « économistes » des personnes présentées par « C dans l'air » comme « professeur d'économie » ou « de gestion », « chercheur en économie », « conseiller économique ou financier », « analyste financier », ou... « économiste ». Sur cette période donc, 26 économistes se sont répartis les 103 invitations et ils ne sont que quinze à avoir été invités une seule fois. Onze économistes se partagent donc 92 invitations. Dans ce carré VIP, c'est Philippe Dessertine qui décroche le pompon avec 16 passages dans « C dans l'air » en un an. Ensuite viennent Bernard Maris (13 passages), Christian Saint-Étienne (12), Élie Cohen (11), Jean-Pierre Gaillard (11), Jean-Marc Daniel (6), Raymond Soubie (6), Michel Godet (4), Nicolas Bouzou (4), Pascal Perri (3) et Jacques Mistral (2).

Ces économistes défendent tous l'orthodoxie libérale (à l'exception de Bernard Maris - jadis hétérodoxe - mais dont le positionnement a évolué vers moins de radicalité depuis les années 1990 et son éloignement d'ATTAC). S'il existe quelques nuances entre eux, il n'en demeure pas moins qu'ils sont tous favorables à la construction européenne, au libéralisme économique et à la mondialisation. Présentés comme économistes, ils sont presque tous impliqués dans la banque et la finance, et plus globalement dans le monde de l'entreprise en tant que conseiller ou administrateur...

Si Philippe Dessertine est professeur de finance à l'université Paris-X Nanterre, il est aussi directeur de l'Institut de haute finance du groupe IFG. Christian Saint-Étienne est bien professeur d'économie, mais il est aussi conseiller municipal à Paris, élu sur la liste de Jean Tiberi en 2008, et consultant financier au sein de Conseil stratégique européen SA. Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS et enseignant à Sciences Po Paris, est aussi administrateur d'Orange et du groupe Pages Jaunes. Jean-Pierre Gaillard est président d'une société de conseil et du Cercle des épargnants. Raymond Soubie est l'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, il préside aujourd'hui la société de conseil en stratégie sociale Alixio, et est actionnaire majoritaire de l'agence d'informations AEF. Michel Godet, professeur au CNAM, est aussi membre du Comité directeur de l'Institut Montaigne (un *think tank* patronal), administrateur du groupe Bongrain, de l'association AGIPI et créateur du Cercle des Entrepreneurs du Futur. Nicolas Bouzou, directeur d'études du MBA Droit des affaires et management à Paris-II Assas, dirige également une société d'analyse et de prévisions économiques. Jean-Marc Daniel est professeur dans une école de commerce, l'ESCP Europe.

Les brefs curriculum vitae de ces piliers de « C dans l'air » révèlent la taille (réduite) du périmètre à l'intérieur duquel est traitée la question économique. Par leurs positions sociales, par leurs appartenances politiques, par leurs orientations idéologiques et, pour certains, par leur implication dans des entreprises privées, ils forment un groupe très homogène, assez représentatif de l'ensemble des économistes invités dans les médias. Mais beaucoup moins représentatif de l'ensemble des économistes, et encore moins de la diversité des analyses de la situation économique actuelle, de ses causes et des remèdes possibles.

À la radio

Ces économistes, toujours autant visibles à la télévision depuis l'avènement de la dernière « crise », qui a pourtant permis d'émettre de sérieux doutes sur leur « expertise », restent également omniprésents à la radio. Dans [un article publié](#) en 2009, nous avons comptabilisé les économistes invités des « Matins de France Culture » sur cinq ans. 81 cartons d'invitation avaient été distribués et parmi eux, Daniel Cohen comptait 9 invitations, Jean-Paul Fitoussi 7, Élie Cohen 6, et Nicolas Baverez 4, comme Jean-Hervé Lorenzi et Patrick Artus. Et sur ces 81 invitations, le Conseil d'analyse économique avait pu s'exprimer à 40 reprises, la fondation Terra Nova, 32 fois, et le Cercle des économistes 19 fois (voir encadré 1). Certains invités cumulaient évidemment les casquettes...

De plus, la quasi-absence des femmes (3 sur 81), liée en partie à la distribution très inégale des genres dans le milieu universitaire dans des disciplines comme l'économie, est éloquente. Quant à l'ultra-parisianisme des matins de France Culture, il est saisissant. Tous les universitaires français invités sont des Parisiens, à l'exception de Françoise Benhamou, rattachée à l'université de Rouen mais chercheuse à l'université Paris I (et chroniqueuse à France Culture !) C'est sans surprise Sciences Po Paris qui détient à l'époque le record du nombre d'invitations (19), devant Paris I (15), l'École normale supérieure (9), Polytechnique (8), Paris Dauphine (7), etc. Cette surreprésentation des universités parisiennes sur le plateau des matinales ne s'explique pas uniquement par leur renommée académique. En effet, l'École d'économie de Toulouse, qui se situe en haut de tous les classements, n'a jamais eu accès - sur cette période - au micro de France Culture, à l'image de son directeur, Jean Tirole, considéré comme le plus « nobélisable » des économistes français et médaille d'or du CNRS en 2007...

En 2012, à la radio, rien ne semble avoir changé. Alain Minc, par exemple, auteurs d'ouvrages sur l'économie remplis d'erreurs factuelles, qui a déclaré, en 2008 sur Direct 8, que « *le système financier est très bien régulé* » et que le « *risque de grand dérapage est passé* », continue d'être invité régulièrement sur les antennes. Cette année, on l'a entendu sur Radio Classique le 15 mai 2012, sur RTL le 14 août et sur Europe 1 le 10 septembre. Son *alter ego*, auteur d'essais truffés de bourdes, le très versatile Jacques Attali, s'est exprimé sur Europe 1 le 21 février, et sur France Info, le 7 mai. Et pour bien entamer la rentrée, France Inter a invité Daniel Cohen, pour qui en 2008 « *la crise financière [était] a priori passée* », dans sa matinale du 4 septembre, *Le Monde* (dont il est éditorialiste associé) l'a interviewé le 9 septembre et *Les Échos*, le 11 septembre. Aucun n'a rappelé qu'il était conseiller de la Banque Lazard. Étonnant, non ?

En définitive, le cercle des privilégiés s'auto-entretient grâce à deux ingrédients maintes fois évoqués ici même ou identifiés dans les travaux de la sociologie des médias : la paresse des journalistes et l'omniscience imaginaire mais revendiquée des experts. La présence médiatique des économistes vedettes devient exponentielle avec le temps : la consultation occasionnelle engendrant l'invitation occasionnelle qui, en se répétant, entraîne l'invitation régulière qui, en se reproduisant, implique inéluctablement l'omniprésence médiatique des mêmes et des semblables. Leurs innombrables erreurs n'y font rien : ils gardent la confiance aveugle des médias.

[1] Invitation dans une émission ou apparition dans un reportage. Source : Inamédia.